



*Date de dépôt : 27 octobre 2025*

**Rapport**  
de la commission des pétitions chargée d'étudier la pétition : Pour  
la protection des citoyens déposant une pétition, exigeons la  
confidentialité des adresses personnelles

*Rapport de Jean-Pierre Tombola (page 3)*

## Pétition (2244-A)

**Pour la protection des citoyens déposant une pétition, exigeons la confidentialité des adresses personnelles**

Déposer une pétition est un droit fondamental qui permet aux citoyens de s'exprimer et de porter des revendications auprès des autorités. Pourtant, aujourd'hui, les personnes qui prennent cette initiative voient **leur adresse personnelle rendue publique**, ce qui peut représenter un frein important à l'exercice de ce droit démocratique.

### **Une atteinte à la vie privée**

La divulgation des adresses des pétitionnaires expose ces derniers à des risques inutiles : pressions, harcèlement, ou encore craintes de représailles. Ce manque de confidentialité peut dissuader de nombreuses personnes d'exercer leur droit à s'exprimer librement.

### **Garantir un accès égal à la démocratie**

Tout citoyen doit pouvoir porter une cause devant le Grand Conseil **sans crainte** ni obstacle. Le fait de devoir rendre publique son adresse personnelle constitue une barrière injuste qui empêche certains de faire entendre leur voix.

### **Une simple mesure pour protéger la participation citoyenne**

Il est tout à fait possible de garantir l'authenticité d'une pétition sans pour autant exposer **les données personnelles des pétitionnaires**. D'autres instances et cantons ont déjà adopté des mesures de protection similaires.

**Nous demandons au Grand Conseil de Genève de modifier les règles en vigueur afin que l'adresse personnelle des pétitionnaires reste strictement confidentielle et ne soit plus diffusée publiquement.**

Protégeons la liberté d'expression et encourageons la participation démocratique en garantissant un cadre sécurisé et respectueux de la vie privée pour tous ceux qui souhaitent s'engager !

*N.B. 1 signature*  
M<sup>me</sup> Yasmine Menétrey  
Rue de Saint-Jean 86  
1201 Genève

## **Rapport de Jean-Pierre Tombola**

La commission des pétitions s'est réunie à trois reprises les 1<sup>er</sup> et 22 septembre ainsi que le 6 octobre 2025 pour examiner la pétition P 2244 : Pour la protection des citoyens déposant une pétition, exigeons la confidentialité des adresses personnelles. Lors de ses travaux, la commission a procédé à deux auditions, d'abord M<sup>me</sup> Yasmine Menétrey, pétitionnaire, ensuite M. Laurent Koelliker, sautier, et M<sup>me</sup> Irène Renfer, secrétaire générale adjointe, sous la présidence de M. Sando Pistis. La commission a été assistée par M<sup>me</sup> Salama Nadia, secrétaire scientifique de commissions (SGGC). Les procès-verbaux ont été tenus avec exactitude par M. Christophe Vuilleumier. Le rapporteur remercie toutes ces personnes de leur précieuse contribution aux travaux de la commission.

### **Que demande la pétition ?**

En résumé, la pétition demande au Grand Conseil de Genève de modifier les règles en vigueur afin que l'adresse personnelle des pétitionnaires reste strictement confidentielle et ne soit plus diffusée publiquement. Le but de la pétition est de protéger la liberté d'expression et d'encourager la participation démocratique en garantissant un cadre sécurisé et respectueux de la vie privée pour tous ceux qui souhaitent s'engager ! De l'avis de la pétitionnaire, de nombreuses personnes craignent de signer des pétitions par peur des représailles. Elle a par ailleurs remarqué que d'autres cantons ne publient pas les adresses des pétitionnaires, sans que cela pose des problèmes de fiabilité. Dès lors, par souci de protection pour les citoyens, elle demande la suppression des adresses personnelles des pétitionnaires.

### **Que pense la commission à la suite de l'audition de la pétitionnaire ?**

A la suite de l'audition et des échanges qui ont suivi, les avis des députés étaient partagés, car certains députés comprennent la demande de la pétitionnaire s'agissant du bien-fondé de la suppression de l'adresse principale des pétitionnaires, qui pourrait par exemple être remplacée par le lieu de résidence des pétitionnaires. En revanche, d'autres députés sont plutôt pour le statu quo. Ils s'appuient sur le fait que déposer une pétition est un acte citoyen et que la suppression de l'adresse du pétitionnaire principal rendrait possible d'indiquer n'importe quel nom, raison pour laquelle il est tout de même nécessaire de maintenir les adresses pour plus de crédibilité.

A la suite des échanges, et après avoir songé à un renvoi de la pétition à la commission des droits politiques, la commission a finalement décidé d'auditionner le sautier pour avoir un éclairage sur cette pétition.

***Selon la loi d'application – la loi sur l'exercice du droit de pétition (LPétition), dont des conditions particulières n'ont pas été modifiées depuis 1985, la pétition doit être qualifiée comme telle, être signée par ses auteurs et mentionner le domicile du ou des responsables.***

L'audition conjointe de M. Laurent Koelliker, sautier, et M<sup>me</sup> Irène Renfer, secrétaire générale adjointe, ont permis à la commission de comprendre les deux bases légales sur lesquelles repose le principe de la pétition : soit la loi générale portant règlement du Grand Conseil (LRGC) qui régit les conditions devant être remplies pour déposer une pétition : une loi, il le précise, qui indique dans son article 168 que les signataires doivent donner leurs nom, prénom et adresse et signer la pétition. Il signale ensuite que la loi d'application – la loi sur l'exercice du droit de pétition (LPétition) – ajoute, pour sa part, des conditions particulières qui n'ont pas été modifiées depuis 1985 et qui établissent que la pétition doit être qualifiée comme telle, être signée par ses auteurs et mentionner le domicile du ou des responsables. Et il déclare que c'est en fonction de cette base légale que les tirés à part stipulent non pas les signatures mais les coordonnées des auteurs.

***Le Bureau du Grand Conseil a été consulté et ce dernier est favorable au respect de l'art. 168 de la LRG.***

Lors de cette audition, M. Koelliker a par ailleurs expliqué avoir consulté les membres du Bureau, lequel est majoritairement favorable à ne pas changer la pratique actuelle. Il a été précisé que le Bureau considère, d'une part, que l'information du domicile peut être pertinente en fonction de la problématique soulevée par la pétition. D'autre part, M<sup>me</sup> Renfer mentionne qu'en 2023, une demande de retrait d'adresse avait été formulée pour une pétition qui avait été déposée. Elle précise que cette demande avait été à l'origine d'une sollicitation du service du Grand Conseil adressée au préposé à la protection des données, lequel avait alors indiqué que la LIPAD ne s'applique pas aux données personnelles dans le cadre des travaux parlementaires. Elle ajoute que la pratique actuelle s'avère donc correcte sous l'angle de la LIPAD, bien que cela ne signifie pas pour autant qu'aucune souplesse ne soit possible. Elle précise ainsi que le nom de la rue de cette personne avait en l'occurrence été retiré. Elle remarque, cela étant, que déposer une pétition sans donner d'adresse est une démarche différente, puisque la pétition est un droit démocratique qui

permet de faire connaître une cause, mais qui implique tout de même des contraintes.

Eu égard à ce qui précède et après échange avec les commissaires autour des questions de compréhension – portant notamment sur le processus de dépôt et le traitement des pétitions, l'utilisation d'une adresse fictive, la nécessité ou non de renseigner l'adresse des pétitionnaires, la légitimité du dépôt d'une pétition par un enfant mineur, le fait que certains députés ne renseignent pas leurs adresses personnelles sur le site du Grand Conseil alors qu'ils ont un mandat électif –, la commission considère que toutes les personnes qui devaient être auditionnées l'ont été, à la suite de quoi les groupes sont invités à prendre position.

### **Prise de position des groupes**

Une députée (Ve) remarque que les pétitions sont publiques avec des prises de position en séance plénière, et elle pense qu'il est nécessaire que ces pétitions soient identifiées avec l'identité de leurs auteurs. Elle ajoute que laisser le choix au responsable de la pétition serait arbitraire. Elle s'opposera donc à cette pétition.

Un député (S) pense qu'il est important de maintenir une adresse sur la pétition, mais il remarque que médiatiser cette adresse ne semble pas utile. Il ajoute que ce problème relève du Bureau et non du Conseil d'Etat et il estime qu'il faut renvoyer cette pétition au Bureau du Grand Conseil qui fera le nécessaire si les groupes le souhaitent – et non pas la déposer sur le bureau.

Une députée (PLR) déclare que son groupe est en faveur du dépôt sur le bureau de cette pétition, estimant que le pétitionnaire doit se responsabiliser et assumer son opinion.

Un député (MCG) déclare être sensible à la gêne que l'indication de l'adresse peut susciter auprès de personnes qui pourraient éviter dès lors de recourir à la pétition, bien qu'il soit opposé à l'anonymat. Il retirerait donc pour sa part l'adresse complète du pétitionnaire.

Une députée (LC) partage cet avis.

Un député (PLR) déclare qu'un pétitionnaire fait appel au Grand Conseil pour résoudre un problème et il pense qu'il est légitime de donner son identité et son adresse. Il ne voit pas en quoi indiquer son adresse est une atteinte à la vie privée. Il imagine qu'il n'y a pas eu de problème par le passé, et ce jusqu'à présent.

Un autre député (PLR) déclare que c'est une affaire qui concerne la LRGC et il soutient la proposition du député (S) qui suggère que le Bureau prenne

position. Il estime également que la pétition doit préciser l'adresse de la personne, mais qu'il ne faut pas publiciser cette information.

## Vote

Le président passe au vote du renvoi de la P 2244 au Bureau du Grand Conseil :

Oui : 11 (3 S, 2 Ve, 1 LJS, 1 LC, 1 PLR, 2 UDC, 1 MCG)

Non : 3 (3 PLR)

Abstentions : 1 (1 MCG)

***Le renvoi au Bureau du Grand Conseil est accepté.***

*Catégorie de traitement préavisée : III*

## Conclusion

Mesdames et Messieurs les députés,

La pétition 2244 demande au Grand Conseil de Genève de modifier les règles en vigueur afin que l'adresse personnelle des pétitionnaires reste strictement confidentielle et ne soit plus diffusée publiquement. Le but de la pétition est de protéger la liberté d'expression et d'encourager la participation démocratique en garantissant un cadre sécurisé et respectueux de la vie privée pour tous ceux qui souhaitent s'engager !

Dans le cadre de ses travaux, la commission, après avoir auditionné la pétitionnaire et avoir eu un éclairage de la part du Secrétariat général du Grand Conseil par l'entremise de M. Koelliker, sautier, et M<sup>me</sup> Renfer, secrétaire générale adjointe, la commission a été informée sur le fait que la loi générale portant règlement du Grand Conseil (LRGC) précise, dans son article 168, que les signataires doivent donner leurs nom, prénom et adresse et signer la pétition. Par ailleurs, la loi d'application – la loi sur l'exercice du droit de pétition (LPétition) – contient des conditions particulières qui n'ont pas été modifiées depuis 1985 et qui établissent que la pétition doit être qualifiée comme telle, être signée par ses auteurs et mentionner le domicile du ou des responsables. En effet, déposer une pétition sans donner d'adresse est une démarche différente, puisque la pétition est un droit démocratique qui permet de faire connaître une cause, mais qui implique tout de même des contraintes.

Mesdames et Messieurs les députés, eu égard aux informations qui sont présentées, la majorité de la commission considère qu'il est légitime de donner son identité et son adresse, car il est difficilement compréhensible qu'indiquer son adresse soit une atteinte à la vie privée des pétitionnaires, d'autant plus qu'il n'y a pas eu de problème par le passé, et ce jusqu'à présent. La

commission est donc favorable au maintien des coordonnées des pétitionnaires sans nécessairement en faire une publicité. La commission considère unanimement que cette pétition est du ressort de la LRGC. Pour toutes ces raisons, la majorité de la commission a voté le renvoi de la pétition 2244 au Bureau du Grand Conseil et vous recommande de faire de même.